

Règles d'approvisionnement responsable

Information pour les fournisseurs

Dans le cadre de nos Règles d'approvisionnement responsable, notre Système de Diligence Raisonnée (« Due Diligence System »), conforme avec le Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE) et la loi Lacey des Etats Unies, nous vous demandons de bien vouloir fournir les informations ci-dessous. La fourniture des informations et le respect de nos règles d'approvisionnement font partie des conditions d'achat. Merci de nous informer immédiatement s'il y a un changement dans le pays ou la forêt (la concession) de récolte.

Merci de fournir les informations suivantes :

- 1) Le pays et la (les) forêt(s) d'exploitation du bois**, sur chaque facture (ou un document associé) ;
- 2) Les documents concernant le commerce, le transport et l'exportation du bois**, pour chaque lot :
 - a. le certificat d'origine, le certificat phytosanitaire, le B.L., la déclaration douanière finale : EX 1 et EX 3...;
 - b. par échantillon et sur demande, l'AVE, le BAE, la preuve de paiement des droits et taxes, les bordereaux de transport ;
 - c. si applicable, la certification et numéro de chaîne de contrôle, la licence FLEGT ou le permis CITES.
- 3) Pour le bois non certifié toutes destinations, et pour tout le bois à destination de l'U.E. et des États Unis, merci de fournir :**
 - annuellement :**
 - a. l'autorisation annuelle de coupe ou le permis annuel d'opération /d'exploitation (PAO/PAE), preuve d'approbation ;
 - b. une carte de l'assiette annuelle de coupe (AAC) ;
 - c. une preuve de paiement des taxes et redevances forestières (par ex. le 'Quitus fiscal') ;
 - selon la durée de validité:**
 - d. une carte de la forêt ou référence vers une carte officielle (par ex. la carte de WRI / GFW) ;
 - e. la preuve d'attribution de la concession (selon le pays : preuve de convention, décret d'attribution ou plan d'aménagement approuvé) ;
 - f. la preuve d'approbation du plan d'aménagement et du plan de gestion (lettre ou décret, résumé ou la 1^{ère} page et le sommaire).

Pour le bois non certifié/ sans licence d'une tierce partie, si un risque est identifié, nous revenons vers vous pour organiser un audit.

Merci de remplir et signer la déclaration ci-dessous ou de fournir une déclaration similaire qui contient les points ci-dessous :

Origine(s) habituelle(s) du bois (les détails seront mentionnés dans les contrats et sur les factures)				
Produit (grumes, débités, placages,...)	Essence(s) principale(s)	Pays de récolte	Forêt / permis	Certifié? FSC, PEFC, OLB, LegalSource™,...
...

Déclaration de légalité et d'approvisionnement responsable (à signer par le fournisseur)

Je confirme, sur la base d'une évaluation de diligence raisonnable, et/ou de la certification, que le bois fourni est légal et provient de sources responsables, notamment :

- 1) que le bois a été acheté, produit et récolté conformément à la législation en vigueur dans le pays de récolte et aux conventions internationales applicables, qui couvre les domaines suivants :
 - les permis légaux de récolte (le droit de récolter du bois dans un périmètre légalement établi rendu public) ;
 - le paiement des droits de récolte et du bois, y compris les taxes et redevances liées à la récolte du bois ;
 - la récolte du bois, y compris la législation forestière, environnementale, et de la conservation de la biodiversité ;
 - les droits de l'homme et les droits juridiques des tiers, communautés locales et populations autochtones, relatifs à l'usage et à la propriété qui sont affectés par la récolte du bois, inclut les exigences applicables au consentement libre et informé au préalable (CLIP) ;
 - la santé, la sécurité au travail et les droits des travailleurs liés à la récolte du bois, inclut les conventions fondamentales de l'OIT (la liberté d'association ; le droit de négociation collective ; l'élimination du travail forcé, du travail des enfants et de la discrimination dans le lieu de travail) ; et
 - le commerce, le transport et les exigences douanières, dans la mesure où le secteur forestier est concerné, y compris dans le cadre de la CITES ;
- 2) qu'aucune corruption n'a été identifiée, liée à l'établissement et à la délivrance de permis et de licences pour l'exploitation, le transport, l'achat et le commerce du bois ;
- 3) que notre entreprise n'est pas impliquée dans les activités suivantes :
 - la destruction, dans le cadre d'opérations forestières, des Hautes Valeurs de Conservation, des forêts ou des tourbières avec un stock de Carbone élevé ;
 - la déforestation, ni la conversion de forêts ou de tourbières en plantations ou à des fins non forestières ;
 - l'introduction, dans le cadre d'opérations forestières, d'organismes génétiquement modifiés ;
 - l'utilisation de pesticides hautement nocifs, comme décrit par l'OMS (Annexe 1A, 1B) et dans les conventions de Stockholm et Rotterdam ;
- 4) que des bonnes pratiques de gestion des forêts et des sols sont mises en œuvre (récolte à impact réduit), en évitant l'érosion et la dégradation des sols, des tourbières, du réseau hydrique, de l'écosystème forestier et que les zones de déforestation non conformes seront réhabilitées ;
- 5) que les activités illégales (l'exploitation illégale, le feu, le braconnage...) sont contrôlées et la chasse légale et durable par la population locale est assurée, ce qui évite le déclin des populations d'espèces sauvages, tout en respectant les espèces protégées.

Je m'engage à :

- fournir l'information correcte sur le pays et les forêts d'exploitation du bois, à travers la chaîne d'approvisionnement et d'informer immédiatement INTERHOLCO, s'il y a changement dans la chaîne d'approvisionnement, les forêts sources ;
- fournir la preuve de la conformité avec la présente déclaration (des documents) ;
- avoir une personne ou position responsable pour la légalité ;
- transmettre les exigences de l'approvisionnement légal et responsable à travers la chaîne d'approvisionnement ;
- respecter la politique d'approvisionnement responsable de INTERHOLCO (disponible sur www.interholco.com → Durabilité → Paysage Environnemental).

Le cas échéant, en particulier pour les sources non certifiées, à risque élevé, je suis d'accord d'accueillir des audits (confidentiels) de la chaîne d'approvisionnement ou de la forêt.

Entreprise :

Adresse, pays :

Date, lieu :

Nom, signature : « Lu et approuvé »